

Titre de la communication : Entre oubli et consécration : les enjeux de la conservation du patrimoine LGBTQ à Montréal

20^e Colloque de la Relève VRM

Alexandre Chanady

Doctorat en études urbaines

Centre Urbanisation, Culture, Société

Institut national de la recherche scientifique

Directrice : Stéphane Guimont Marceau

Courriel : alexandre.chanady@inrs.ca

À Montréal, les lieux marquants de l'histoire LGBTQ font face à des enjeux importants en matière de préservation et de mise en valeur. La démolition de l'ancien Complexe Bourbon en 2019 malgré de vives protestations du milieu LGBTQ, l'inoccupation de l'ancien bar de lesbiennes Drugstore depuis 2014, l'absence totale de marqueurs historiques de l'ancien Village gay situé autour de la rue Peel, et l'omission totale de lieux LGBTQ sur les registres patrimoniaux provinciaux et fédéraux, sont des exemples de ces enjeux de préservation et de mise de valeur. Le constat n'est cependant pas propre à Montréal : en effet, le patrimoine LGBTQ est globalement sous-reconnu, tant au Canada qu'aux États-Unis et en Europe (Orangias, Simms, et French 2018).

Si notre voisin du sud s'en tire un peu mieux à cet égard, des reconnaissances patrimoniales étatiques ayant eu cours depuis 2016 environ, celles-ci demeurent peu nombreuses. D'ailleurs, les travaux ayant été réalisés sur le patrimoine et sur les lieux de mémoire LGBTQ se présentent essentiellement sous la forme de recensions municipales – les *Citywide historic context statements* de Baltimore (Ferentinos et Egerman 2020), Washington (Berger 2019) ou Los Angeles (Anderson et Joe 2014) par exemple – ou d'articles ou de chapitres de livres (Orangias, Simms, et French 2018; Miller et Bitterman 2021; Dunn 2011; Schlagdenhauffen 2014). Au Québec et au Canada plus largement, aucune recherche n'a jusqu'à présent été effectuée sur les enjeux entourant la

préservation et la pérennité du patrimoine LGBTQ, même si l'histoire des lieux de ces communautés a été amplement documentée.

Cette sous-reconnaissance est en partie imputable à la marginalisation, tant historique qu'actuelle, des communautés LGBTQ. En effet, leurs ressources économiques limitées ne leur ont pas permis de maintenir leurs lieux significatifs au fil des décennies, et les craintes de représailles homophobes qui pesaient sur elles jusqu'à une époque récente les ont poussés à occuper des lieux discrets, clandestins et sur une base souvent temporaire (D. Graves et Dubrow 2019; Springate 2016). La sous-reconnaissance du patrimoine LGBTQ peut également être attribuée aux canons patrimoniaux dominants de notre société, qui privilégieraient les édifices grandioses, en bon état de conservation et associés aux groupes dominants de la société (D. J. Graves et Watson 2016; Crawford-Lackey et Springate 2019). Ces canons ne correspondraient ni aux formes de patrimoine LGBTQ, ni à celles des sociétés non-occidentales (Choay 1996; Turgeon 2010).

Depuis qu'il fut avancé pour la première fois en 2006 par Laurajane Smith, le concept de *Authorized heritage discourse* (AHD) est le plus invoqué dans la littérature sur le patrimoine pour expliquer la sous-reconnaissance du patrimoine de groupes marginalisés (Smith 2006). Il suppose que les leviers et les ressources de la patrimonialisation sont aux mains des groupes dominants, qui décident de ce qui a valeur ou non de patrimoine (Smith et Akagawa 2009). Or, si le AHD est un outil plutôt satisfaisant pour réfléchir et analyser la mainmise sur les processus de patrimonialisation par les groupes dits dominants, il ne permet pas de le faire pour le patrimoine des groupes dits dominés. Ainsi, à Montréal, un patrimoine LGBTQ existe malgré les défis auxquels il est confronté. Comprendre les modalités de ce patrimoine appelle à transcender le modèle dominant-dominé du AHD et de considérer plutôt un concept comme celui des régimes d'authenticité de Lucie Morisset, qui voit le patrimoine comme « révélateur d'un état de société et des questions qui l'habitent » (Morisset 2009, 19) et non pas seulement des franges ou des groupes dominants.

À la lumière de ces réflexions, la recherche pose la question suivante : comment le patrimoine LGBTQ de Montréal est-il ou pas maintenu et mis en valeur, et à quoi cela tient-il? De cette question découlent deux objectifs, soit de comprendre et d'analyser (1) la diversité des projets, des initiatives et des démarches de patrimonialisation LGBTQ menées à Montréal depuis les trente dernières années et (2) les façons dont ce patrimoine est construit, mis à disposition du public et reçu par celui-ci.

Afin de répondre à la question et aux objectifs de recherche, deux sources de données ont été mobilisées sur le terrain. D'une part, des entrevues semi-dirigées ont été menées auprès de 18 personnes qui, d'une manière ou d'une autre, sont impliquées dans des projets et des initiatives touchant au patrimoine LGBTQ : directeurs d'organismes, activistes, organisateurs communautaires, etc. Deux ou trois entrevues supplémentaires sont à prévoir au courant de l'été 2023. D'autre part, un corpus de littérature grise est venu compléter les entrevues : rapports municipaux et gouvernementaux, procès-verbaux d'organismes, pamphlets, etc. Cette littérature a été principalement accédée par le biais des Archives gaies du Québec, des Archives de la Ville de Montréal et des participant.es.

Le terrain mené a révélé une grande variété de type de patrimoine LGBTQ à Montréal. Ce dernier se présente non seulement sous la forme d'édifices anciens, mais également de monuments commémoratifs, de toponymes, de fresques, d'éléments visuels faisant référence aux communautés LGBTQ, et d'éléments immatériels comme les pratiques et les cultures locales *underground*. Malgré cette hétérogénéité qui casse les codes et les canons habituels du patrimoine, des angles de réflexion et d'analyse communs sont ressortis entre les divers lieux, projets et acteurs du patrimoine LGBTQ montréalais. Dans le cadre du présent colloque, j'aborderai l'un des angles, soit la capacité mnémonique.

Cette dernière fait référence aux facteurs qui permettent initialement la reconnaissance et la consécration d'un élément donné en tant que patrimoine. Elle pousse au-delà de la question de la valeur ou de l'importance de l'élément culturel, ou encore de la position de pouvoir du groupe concerné par ledit élément, afin d'analyser les facteurs sociaux, culturels, communicationnels et identitaires plus

larges à l'œuvre dans la patrimonialisation (Armstrong et Cragge 2006; Ghoshal 2013). L'analyse préliminaire du terrain a mis en lumière quatre facteurs permettant la reconnaissance et la construction du patrimoine LGBTQ à Montréal. Non seulement ces facteurs ne sont pas toujours au rendez-vous, mais la capacité mnémonique qu'ils amènent peut fortement varier d'un contexte et d'un lieu patrimonial à l'autre.

Le premier facteur qui sera abordé dans la présentation est la reconnaissance sociale grandissante des communautés LGBTQ au cours des dernières années. Il est curieux de constater qu'un nombre écrasant de projets et d'initiatives abordés dans la recherche ont vu le jour depuis 2015 à Montréal : les participants sondés observent ce changement tant au sein des structures gouvernementales et institutionnelles que dans la population générale et même au sein des communautés LGBTQ elles-mêmes, constat qui est appuyé par la littérature grise et les archives consultées. Or, cette reconnaissance peut aussi s'avérer être un couteau à double tranchant, notamment dans un contexte urbain contemporain valorisant des espaces destinés au tourisme, aux familles et misant sur l'inclusivité, au point de menacer les commerces locaux LGBTQ et les cultures alternatives du Village, dont celle du sexe.

Les traumas et les dangers constituent le deuxième facteur influençant la possibilité de reconnaissance et de construction du patrimoine LGBTQ à Montréal. Un nombre important de projets et de lieux de mémoire abordés dans la recherche touchent à de grands traumas de l'histoire LGBTQ de Montréal, dont la crise du SIDA et les crimes homophobes. Une majorité de participants a également parlé des menaces (spéculation foncière, gentrification, nettoyage urbain, etc.) pesant sur le Village, et sur les espaces LGBTQ de la ville plus largement, comme un facteur moussant la mobilisation autour de la préservation du patrimoine et de la mémoire LGBTQ. Cela dit, la patrimonialisation découlant de ces mêmes traumas et dangers est souvent portée par une faible poignée d'individus : les participants ont évoqué les tabous de ces tristes événements au sein des communautés LGBTQ elles-mêmes, donnant lieu à une sorte de combat perpétuel contre l'oubli mémoriel.

Le troisième facteur ressorti du terrain et qui sera abordé dans la présentation consiste en les traces, les ressources et le matériel disponibles à propos de l'élément que l'on patrimonialise. La présence de photos, d'archives, la récolte de témoignages de militants, la couverture médiatique d'un événement ou encore l'importance des dons privés à des causes ou des organismes ont été mentionnés par les participants comme des facteurs facilitant la mise en mémoire et la mise en patrimoine. À l'inverse, l'absence de telles traces ou l'impossibilité d'y accéder ont, jusqu'à présent, laissé certains lieux et événements historiques LGBTQ dans l'ombre. L'exemple des émeutes du Sex Garage en 1990 en est une excellente illustration : bien que n'ayant pas été le déclencheur du mouvement des droits LGBTQ au Québec, une certaine couverture de l'événement l'a érigé à ce statut dans la mémoire collective LGBTQ de la province, contrairement aux émeutes du Truxx en 1977 qui ont pourtant contribué à l'amendement apporté à la Charte québécoise quant à la reconnaissance de la discrimination basée sur l'orientation sexuelle.

Le quatrième facteur relatif à la capacité mnémonique LGBTQ à Montréal qui sera abordé dans la présentation est l'implication des différents acteurs dans les projets de patrimonialisation. Indépendamment du climat social et politique, le terrain a révélé l'importance de la mobilisation de certains individus pour la réussite d'un projet patrimonial. Qu'ils soient motivés par leur vécu, une sensibilité à la mémoire collective ou leur position dans un milieu professionnel, ces acteurs sont souvent allés à contre-courant et ont brisé des barrières, même au sein du milieu LGBTQ qui n'est pas toujours un terrain très réceptif pour les projets de patrimonialisation. Ce constat peut paraître quelque peu surprenant, considérant le climat social et politique actuel de plus en plus favorable aux enjeux LGBTQ au Québec : comme quoi, reconnaissance et respect ne sont pas nécessairement corrélés avec la mise en mémoire ou la mise en patrimoine.

Bien que distincts, ces quatre facteurs mnémoniques sont liés et s'influencent les uns les autres.